

letemps.ch

Albert Bachmann, un espion si exotique pour la Suisse

Jean-Claude Péclet

Le 19 novembre 1979 à St. Pölten, des soldats autrichiens arrêtent en pleine nuit un quinquagénaire replet à la calvitie avancée. Dans sa voiture parquée dans la zone où 35 000 hommes participent à un exercice militaire, ils trouvent des cartes, un carnet de notes, un appareil photo. Ainsi pourrait commencer un mauvais roman d'espionnage. Ce fut le début de «l'affaire Bachmann».

Albert Bachmann (1929-2011), décédé mercredi dernier en Irlande, avait envoyé l'espion rondouillard, nommé Kurt Schilling, pour tester les capacités de résistance de l'Autriche face au péril communiste. Comme beaucoup d'initiatives issues de son esprit fertile, celle-ci ne reposait sur aucune autorisation. Kurt Schilling avoua tout de go aux Autrichiens qu'il n'en était pas à son coup d'essai. Contraint de bredouiller des excuses, le Département militaire fédéral ne put qu'accepter, sept mois plus tard, la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire qui révéla, en 1981, les méthodes exotiques du chef des services secrets Albert Bachmann.

Etonnant personnage que ce moustachu à la pipe qui jouait au «gentleman-farmer» pendant ses vacances en Irlande et voulait y installer le Conseil fédéral en cas de coup dur.

Né à Zurich dans une famille ouvrière dont le père est plus souvent à l'assistance qu'au travail, le catholique Albert Bachmann fait un apprentissage de typographe et, à 19 ans, distribue des tracts communistes devant les usines, son activisme lui valant une amende de 14 francs 50. La mainmise de l'URSS sur les Etats «frères» lui fait opérer un virage à 180 degrés. Le voici grenadier à Losone, où il met trois ans à grader, à cause de son passé gauchiste, puis marin, courant le monde avec son sac pour tout bagage. Revenu à l'armée, l'ex-typographe Bachmann y supervise la publication du «Livre du soldat». En 1968, il embarrasse – déjà – les autorités fédérales en se rendant au Biafra (Nigeria) sous la couverture de Caritas. Il y rédige sans autorisation, sous le pseudonyme de Henry Peel, des rapports secrets sur la province sécessionniste.

Un an plus tard, ce passionné de latin, de graphologie et d'autosuggestion réalise son grand œuvre patriotico-militaire: le [«Petit livre rouge de la défense civile», distribué à tous les ménages suisses](#). Ce vade-mecum de la résistance spirituelle et matérielle provoque un résultat surprenant: la gauche hurle, les moqueries pleuvent, des exemplaires sont brûlés devant le Palais fédéral. La Suisse a changé, la hiérarchie galonnée ne s'en est pas encore

aperçue.

Ces incidents n'empêchent pas le Département militaire de confier à Albert Bachmann, en 1973, la réorganisation des services secrets. Le major rend visite à Hans Hausamann, l'homme qui avait créé le fameux «bureau Ha» de renseignements antinazis. Flatté que quelqu'un se souvienne de lui, Hausamann accepte de réactiver son réseau et le met au service de Bachmann, qui le complète par ses propres contacts.

Au fil des ans, le major moustachu crée plusieurs services de renseignement, publics et privé, subordonnés à la Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr (UNA), dont les activités échappent largement au contrôle politique. C'est ce que révèle le rapport d'enquête publié en janvier 1981, qui lave aussi Albert Bachmann de certaines accusations – comme celle d'avoir été agent double, ou d'avoir détourné de l'argent.

«Bachmann avait quelques bonnes idées et un très mauvais sens de l'exécution», résume un agent qui a constaté les dégâts dans les services après le départ forcé du major en 1980. Ce dernier avait bénéficié jusque-là de solides protections. Quatre collaborateurs de l'UNA qui en dénonçaient les dérives furent écartés, déplacés, intimidés par des procédures judiciaires. Un journaliste fut poursuivi pour «trahison répétée et préméditée».

Mais qui donc laissait faire Albert Bachmann? Une commission parlementaire présidée Jean-Pascal Delamuraz chargea son ancien chef, le divisionnaire Weidenmann, et ménagea ceux qui étaient en poste. Cela provoqua la fureur publique et rarissime du président du conseil d'administration d'UBS (et colonel) Robert Holzach, qui dénonça un rapport «scandaleux» dans la NZZ.

Jean-Pascal Delamuraz entra au Conseil fédéral en 1983. En 1990 éclatait un nouveau scandale des renseignements (celui des unités secrètes P-26 et P-27) qui permettait à un autre parlementaire, Moritz Leuenberger, de se mettre en valeur à la tête de la commission d'enquête et de se propulser au Conseil fédéral en 1995.